



COLLEGE DE REGULATION

DECISION N° 00 003 0 ARSE/CR/2026

Du 11 FEV 2026

Portant avis sur le dossier de demande d'Autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 1<sup>ère</sup> classe dénommé **SAHEL SERVICE SARLU** Commune Urbaine de Tibiri, Département de Guidan Roudji, région de Maradi

**LE COLLÈGE DE RÉGULATION DU SECTEUR DE L'ENERGIE,**

- Vu la Charte de la Refondation promulguée le 26 mars 2025 ;
- Vu la Proclamation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie en date du 28 juillet 2023 ;
- Vu l'ordonnance n° 2023-01 du 28 juillet 2023, portant suspension de la Constitution du 25 novembre 2010 et créant le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ;
- Vu la loi n°66-033 du 24 mai 1966, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes modifiée et complétée par les ordonnances n° 76-21/PCMS du 31 juillet 1976 et n° 79-45/PCMS du 27 décembre 1979 et leurs textes d'application subséquents ;
- Vu la loi n° 98-56 du 29 Décembre 1998, portant loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement et ses textes d'application ;
- Vu la loi n°2015-58 du 02 décembre 2015, portant création, missions, organisation et fonctionnement d'une Autorité Administrative Indépendante dénommée « Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) » modifiée et complétée par la loi n° 2020-060 du 25 novembre 2020 ;
- Vu le décret n°2019-539/PRN/PM du 20 septembre 2019, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ;
- Vu le décret n°2021-159/PRN/PM du 05 mars 2021, portant attributions, organisation et fonctionnement des Services de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ;
- Vu le décret n°2022-019/PRN/PM du 06 janvier 2022, portant nomination des Directeurs de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie au Cabinet du Premier Ministre ;
- Vu l'arrêté conjoint n°0024/MM/MPe/SG/DL du 11 janvier 2025, fixant les distances minimales relatives à l'implantation des dépôts d'hydrocarbures rangés dans la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;
- Vu le Procès-Verbal de Prestation de Serment du Directeur Général de l'ARSE N°015/G/CANY en date du 28 octobre 2019 ;
- Vu le Procès-Verbal de Prestation de Serment des Trois Directeurs de l'ARSE N°006/G/CANY en date du 11 février 2022 ;
- Vu le Bordereau d'envoi n°000059/SG/DGH/DRDH du 17 juillet 2025, pour avis de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE), d'un dossier de demande d'autorisation



- d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures dénommé **SAHEL SERVICE SARLU** Commune Urbaine de Tibiri, Département de Guidan Roundji, région de Maradi ;
- Vu la correspondance n°00114/ARSE/DG/DSH du 25 juillet 2025 ayant pour objet, les dossiers soumis au Collège de Régulation pour avis ;
- Vu la correspondance n°00140/ARSE/DG/DSH du 23 septembre 2025 ayant pour objet, la liste des dossiers à compléter pour avis du C.R-Dossiers de demande d'implantation des dépôts d'hydrocarbures ;
- Vu la correspondance n°00177/ARSE/DG/DSH du 25 novembre 2025 ayant pour objet le retour des dossiers au Ministre du Pétrole pour compléments ;
- Vu le Bordereau d'envoi n°000007/MPe/SG/DGH/DRDH du 19 janvier 2026, transmettant les compléments du dossier de demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures dénommé **SAHEL SERVICE SARLU** Commune Urbaine de Tibiri, Département de Guidan Roundji, région de Maradi.

Après en avoir délibéré le 04 février 2026,

### **DÉCIDE :**

**Article premier :** L'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie « ARSE » fonde la présente décision sur les dispositions de l'article 4 (nouveau) de la loi n°2020-060 du 25 novembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2015-58 du 02 décembre 2015, portant création, missions, organisation et fonctionnement d'une Autorité Administrative Indépendante dénommée « **Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE)** » qui dispose : *« les dossiers de demandes de licences, des autorisations et des agréments constitués conformément à la réglementation en vigueur sont déposés contre récépissé auprès des Ministères en charge de l'électricité et du Pétrole qui les soumettent à l'avis préalable de l'ARSE ».*

**Article 2 :** Après la visite de terrain réalisée par l'ARSE et examen des documents joints au bordereau d'envoi sur le projet d'implantation et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 1<sup>ère</sup> classe dénommé **SAHEL SERVICE SARLU** Commune Urbaine de Tibiri, Département de Guidan Roundji, région de Maradi, les constats ci-après sont faits :

### **SUR LE FOND DU DOSSIER :**

L'examen sur le fond du dossier a permis de relever les observations suivantes :

- I. **Conformité** du dossier relativement à la constitution du dossier conformément au **décret n°76-129/PCMS/MMH du 31 juillet 1976** portant modalités d'application de la loi n°66-033 du 24 mai 1966 relative aux établissements Dangereux, Insalubres ou Incommodes (EDII) :

**Aucun manquement n'a été relevé.**

- II. **Conformité du point de vue technique** relativement à l'**arrêté n°006/MMH du 01 février 1980** édictant les prescriptions générales auxquelles doivent être soumis les dépôts de gaz combustible liquéfiés rangés en 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> classe :

Le promoteur prévoit l'installation d'un réservoir de butane d'une capacité nominale de **100 tonnes**, correspondant à un volume d'environ **185m³** destiné au stockage. Il s'agit par conséquent d'un dépôt avec transvasement de capacité globale supérieure à **70m³**. Lui sont alors applicables :



**A. LES RÈGLES D'IMPLANTATION : distances :**

**a. Entre les parois des réservoirs de stockage et :**

- Les établissements recevant le public : 100m : **le promoteur a prévu 75m.**

**b. Entre les postes d'emplissage des bouteilles et**

- Les réservoirs de stockage : 25m : **le promoteur a prévu 20m.**

**B. LES RÈGLES DE CONSTRUCTION :**

1. La sécurité des installations doit être assurée par l'installation d'appareils de contrôle et la mise en place de soupapes de sûreté ou de joints d'éclatement ou de dispositifs analogues : **il a été prévu des appareils de contrôle et la mise en place des soupapes de sûreté.**

Les ateliers d'emplissage de bouteilles doivent être à ciel ouvert, ou peuvent être recouverts d'une toiture légère, et aucune cavité ou aucun amas de matières combustibles ne doit se trouver au-dessous des ateliers : **il a été prévu que le remplissage sera à ciel ouvert.**

2. Cuvette de rétention : les réservoirs de stockage d'une capacité globale supérieure à 70m<sup>3</sup> doivent être implantés dans une ou plusieurs cuvettes dont la capacité de chacune d'elles doit être de 20% de celle du réservoir contenu : **il a été prévu de cuvette de rétention proportionnelle au nombre de cuves dont la capacité est au moins égale à la capacité nominale du réservoir de stockage.**

**C. MATÉRIEL ELECTRIQUE :**

1. Pour atténuer les effets des « courants de circulation » et de la chute de la foudre sur les installations, les équipements métalliques doivent être mis à la terre par une prise de résistances inférieures à **40 ohms** : **Le promoteur propose 20 ohms.**

**D. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

1. Tout dépôt sans transvasement de capacité globale supérieure à 100m<sup>3</sup>, ainsi que tout dépôts avec transvasement doit être muni d'un réseau d'eau d'incendie, pour alimenter des robinets d'incendie ou des matériels permettant d'y installer des lances : **le promoteur prévoit un réservoir d'eau incendie équipé de bouches et poteaux.**
2. Le débit d'eau de refroidissement à prévoir pour le réservoir supposé en feu et les autres réservoirs éventuels se trouvant à **moins de 10 mètres** de ses parois, est de 3 litres par minute et par mètre carré (3l/mn/m<sup>2</sup>) de surface totale des réservoirs, ce qui représente 10m<sup>3</sup> heure pour un dépôt de moins de 30m<sup>3</sup> inclus. **Le promoteur a prévu 15m (ce qui est de trop) alors qu'il doit prévoir une distance à moins de 10 mètres.**

Tout dépôt avec emplissage de bouteilles, doit pouvoir être arrosé par un débit de 30m<sup>3</sup> heure (**30m<sup>3</sup>/h**) au moins. **Le promoteur prévoit 50m<sup>3</sup>/h.**

**E. LES RÈGLES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ :**

1. Un règlement général de sécurité doit être établi, et comprendre aussi des consignes générales particulières s'adressant au personnel (notamment sur la manière de purger les réservoirs et d'exécuter des travaux) : **(prévu et réglementaire).**

Toutefois la purge des réservoirs ne peut être faite que par des spécialistes : **à prévoir.**

Le règlement général de sécurité doit être affiché ostensiblement : **à prévoir.**

2. Chaque soupape doit être entretenue et essayé avec une périodicité définie : **à prévoir**
3. Il est interdit de fumer à l'intérieur du dépôt, sauf dans les bureaux et les locaux sociaux, s'ils sont en zone non dangereuse : **à prévoir.**



### III. Conformité du site du point de vue l'implantation du site relativement à :

- la loi n°66-33 du 24 mai 1966 sur les établissements Dangereux, Insalubres ou Incommodes (EDII) en son article 3 qui stipule :
- « La 1ère classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des habitations l'arrêté conjoint n°0024/MM/MPe/SG/DL du 11 janvier 2025 fixant les distances minimales relatives à l'implantation des dépôts d'hydrocarbures rangés dans la 1ère, 2ème, 3ème classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;
- l'arrêté n°006/MMH du 20 Février 1980 : édictant les prescriptions générales auxquelles doivent être soumis les dépôts de GPL rangés en 1ère et 2ème classe

Les constats faits suite à la visite du site sont les suivants :

Le site retenu pour l'implantation du **centre emplisseur de GPL** est situé dans la **Commune urbaine de Tibiri**, précisément dans le **village de Waraou**.

Il s'agit d'une **parcelle cadastrée** couvrant une superficie totale de **44 ares et 31 centiares**, destinée à l'implantation d'un **établissement classé de première catégorie**, conformément aux **dispositions réglementaires nationales en matière d'installations classées**.

#### Coordonnées géographiques

Les coordonnées géographiques du site, relevées à l'aide d'un système de positionnement global (GPS), sont les suivantes :

- **Latitude** : 13°35'49,06'' N
- **Longitude** : 7°30'23'' E

L'analyse spatiale du **contexte géographique immédiat** du site, appuyée sur les observations de terrain et la **cartographie de proximité**, révèle la configuration suivante :

- **Côté Nord**: le site est implanté à **20 mètres** de la **Route Nationale N°1** ;
- **Côté Est**: présence de **champs agricoles** à faible densité d'occupation ;
- **Côté Sud**: présence d'un **champ cultivé** ;
- **Côté Ouest** : également bordé par un **espace agricole**, conférant au site un **environnement périphérique dégagé**.

L'évaluation de la **vulnérabilité spatiale** du site, fondée sur les critères de **dégagement des abords**, de **densité d'occupation du sol** et de **proximité d'infrastructures sensibles**, met en évidence les éléments suivants :

- **Station-service Dan Madaoua** (non opérationnelle depuis plus d'un an) localisée à **300 mètres** ;

### IV. sur la conformité environnementale relativement à la loi n° 98-56 du 29 décembre 1998, portant loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement et ses textes d'application :

« Les activités, projets et programmes de développement qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur les milieux naturel et humain, peuvent porter atteinte à ces derniers sont soumis à une autorisation préalable du ministre chargé de l'environnement. Cette autorisation est accordée sur la base d'une appréciation des conséquences des activités, du projet ou du programme mises à jour par une étude d'impact sur l'environnement élaborée par le promoteur et agréée par le ministère chargé de l'environnement » : **les centres emplisseurs étant assujettis à cette étude, le promoteur n'a pas transmis le rapport validé de l'étude d'impact environnemental, ni le certificat de conformité environnementale requis.**


**Article 3 :** Sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus énoncées, et l'obtention du certificat de conformité environnemental, le Collège de Régulation émet un avis favorable à la délivrance d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 1<sup>re</sup> classe dans la Commune Urbaine de Tibiri, Région de Maradi pour le compte de la société SAHEL SERVICE SARLU.

**Article 4 :** Le présent avis sera notifié au Ministre du Pétrole et publié sur le journal officiel et sur le site web de l'ARSE.


**Ont signé :**

**M. Ibrahim NOMAO**  
Président du Collège de Régulation



  
**M. Saidou ABDOULKARIM**  
Membre du Collège de Régulation

**Mme ISSA KARIMOU Aïssata Billa**  
Membre du Collège de Régulation

  
**M. Mahamadou ILLIASSOU**  
Membre du Collège de Régulation